



Déclaration liminaire au CTSD du 11 février

Monsieur le Directeur académique

Ce CTSD porte à son ordre du jour la question de la rentrée scolaire. Cependant, il nous apparaît indispensable de faire un point sur la situation actuelle. A la demande des personnels de l'Éducation Nationale dans la rue en novembre, pour exiger notamment le recrutement immédiat des candidats sur la liste complémentaire, le Ministre a répondu en autorisant le recrutement de personnels contractuels sur la base de contrats de 3 mois. Dans le Gers, la DSDEN a rencontré tant de difficultés pour ce type de recrutement, qu'aujourd'hui encore, des personnels absents ne sont pas remplacés. Mais, en fin de compte, ce sont des élèves qui ont perdu des heures d'enseignement du fait du confinement du mois de mars, qui se retrouvent encore sans apprentissage, à cause du problème de remplacement... Et il ne s'agit pas d'une simple journée sans remplacement, non ! Il s'agit de centaines d'heures sans remplacement, et des classes du fait du protocole de brassage/non brassage, qui se retrouvent à plus de 30. Cette question est encore d'actualité !

Contre les fermetures proposées, collègues et élus, spontanément, pensaient que notre Ministre aurait pu a minima faire un moratoire sur les fermetures... Mais non, notre Ministre a décidé de ne pas tenir compte du tout de la situation.

« *Il n'y a pas le budget...* » entend-on ! Franchement, quel mépris pour les enseignants, les élèves, les parents d'élèves, les mairies... Alors qu'en théorie, tout le monde est d'accord sur le principe de priorité de l'École, notre ministre fait faire des économies au gouvernement sur le dos de l'Éducation Nationale : 200 millions non utilisés ont été rendu à l'État ! C'est la deuxième fois, puisqu'en 2018 déjà, notre Ministre avait rendu aussi près de 200 millions !

Comment peut-on, d'autant plus dans la situation actuelle, être si prompt à économiser quelques millions, quitte à détruire les fondements de notre société ! Notre Ministre a réussi l'exploit de dépenser moins que ce qu'il lui avait été alloué pendant cette année 2020 marquée par la crise sanitaire que nous connaissons !

Comble du comble, la secrétaire d'Etat à l'Education prioritaire Nathalie Elimas, s'exprimant au nom du ministre Blanquer, a déclaré, mercredi 3 février, lors des questions au Sénat :

« Depuis la rentrée 2020, aucune fermeture de classes ne s'est faite dans les communes de moins de 5 000 habitants sans l'accord du maire. Il n'y a pas de raison que cela change. Le travail fin est en cours avec tous les élus en ce sens. »

Pour la FNEC FP FO rien ne peut donc aujourd'hui justifier les fermetures proposées. L'Éducation Nationale avait le budget pour maintenir les classes ouvertes dans le Gers. L'Éducation Nationale avait le budget pour ouvrir les classes nécessaires sans devoir fermer ailleurs. L'Éducation Nationale avait le budget pour améliorer les décharges des directeurs. L'Éducation Nationale avait le budget pour ouvrir des postes de RASED. L'Éducation Nationale avait le budget pour créer des postes de remplaçants !

Et le Ministre poursuit, profitant de la crise et de la mise en pause de notre pays, en imposant, notamment, le démantèlement des droits et des garanties statutaires via « le Grenelle » de l'Éducation Nationale. La FNEC FP-FO constate que dans la synthèse de ces ateliers, toutes les mesures qui sont évoquées (télétravail déréglementé, accompagnement PPCR, formation continue en « constellations », RH de proximité, loi Rilhac, fusion des corps d'inspection, réforme des concours...) s'articulent et avancent vers un objectif commun de remise en cause de nos statuts et du fonctionnement même de l'École publique. Les maîtres mots sont territorialisation, autonomie, déréglementation, obéissent à cette même logique :

- même logique qui substitue un bac local en contrôle continu au bac national avec examen terminal, ponctuel et anonyme qui garantit la valeur nationale de ce premier grade universitaire ;
- une réforme des concours enseignants qui introduit massivement une contractualisation imposée de fait aux candidats ;
- la Loi 4D de transfert de la santé scolaire aux collectivités territoriales ;
- la réforme de l'Éducation prioritaire qui vise à substituer des contrats locaux d'accompagnement à une labellisation créant des droits nationaux (indemnités, effectifs...)

Tous ces dispositifs s'articulent dans un seul but : atomiser le statut national et avancer de manière décisive vers un management local de type privé... sous un fallacieux prétexte économique !

Pour la FNEC FP FO cette même logique n'épargne pas le second degré.

Monsieur le directeur Académique, à l'heure où les DHG tombent, nous attirons votre attention sur la prochaine situation catastrophique des établissements de l'enseignement secondaire de notre département. Avec 7,5 postes supprimés pour une quasi stabilité des effectifs, c'est une réduction des heures bien plus conséquente à laquelle nous allons assister. Cette année, le rectorat a supprimé une enveloppe de moyens propre à la ruralité. Or, ces moyens supplémentaires permettaient de maintenir un minimum

d'égalité de traitement entre les élèves de la région Occitanie, en prenant en compte les particularités des territoires ruraux (effectifs modestes, distance entre le logement et l'établissement, maillage territorial pour maintenir une offre complète d'enseignements rares sur le département, etc.).

A cela, s'ajoute la dégradation continue des moyens alloués aux services non-enseignants de l'Éducation Nationale : services de Vie Scolaire, de Santé, de service social, alors que le contexte sanitaire exigerait une attention toute particulière de la part du ministère ...

La FNEC FP-FO va continuer à se mobiliser avec les personnels pour poursuivre les mobilisations, pour faire valoir les revendications :

- Aucune fermeture
- Ouverture de tous les postes nécessaires, tant en milieu ordinaire que dans l'enseignement spécialisé
- Recrutement immédiat des personnels nécessaires, notamment par le biais du ré abondement de la liste complémentaire, partout !
- Dotations en heures postes dans les établissements du second degré permettant de satisfaire tous les besoins, pas d'augmentation de la part des heures supplémentaires
- Recrutement d'assistants sociaux, infirmiers et remplacement à 100% de tous les postes vacants
- Un vrai statut, un vrai salaire, une vraie formation pour les AESH ainsi qu'un recrutement massif pour couvrir tous les besoins notifiés par les MDPH
- Abandon des PIAL
- Amélioration des conditions de travail des AED (diminution du temps de travail, créations de postes supplémentaires, augmentation du temps de formation), augmentation des salaires, avec possibilité pour ceux qui le souhaite d'accéder à un statut dans le cadre de la fonction publique d'État, versement des primes REP et REP+
- Respect des obligations de l'employeur en matière de protection des personnels

- Abandon du projet de loi Rilhac ! Respect et augmentation des décharges de direction
- Abandon des formations en « constellations » et retour à des formations librement choisies par les enseignants sur temps de classe
- Abandon du dispositif d'évaluation des établissements du second degré
- Défense de l'enseignement spécialisé ; maintien de tous les établissements et structures spécialisés et adaptés
- Respect des notifications MDPH
- Abandon de la réforme de préprofessionnalisation du concours ; abandon de l'oral professionnel
- Abrogation des réformes du lycée et du baccalauréat, rétablissement du baccalauréat premier grade universitaire fondé sur des épreuves terminales, nationales et anonymes
- Maintien intégral de nos statuts
- Abandon des contre-réformes ministérielles.

Nous vous remercions de votre écoute.